

La confrérie des Frères Musulmans : Un vestige de la guerre froide ? 3/3

René Naba

Le déni de réalité, un danger mortel pour les Frères Musulmans

Paris – Le «printemps arabe» marquera l'apogée de la confrérie avec un président démocratiquement élu dans le plus grand pays arabe, l'Égypte, un pays charnière du Maghreb; la Tunisie, habituelle plaque tournante de l'espionnage franco israélo américain dans leur escarcelle, sous la couverture d'un ancien opposant Mouncef Marzouki; un allié de taille en Turquie avec le néo islamiste et sa diplomatie néo-ottomane, Recep Tayyip Erdoğan, et un crésus à la clé, l'Emir du Qatar. Pour la deuxième fois de son existence tumultueuse, la confrérie des «Frères Musulmans» se retrouvait aux portes du pouvoir dans un contexte radicalement bouleversé.

Un an plus tard, elle retombait à son périégée. Il aura suffi en effet d'un an de pouvoir pour fracasser le rêve longtemps caressé d'un 4ème Califat, qui aurait eu pour siège l'Égypte, le berceau des «Frères Musulmans», devenue de par l'éviction brutale du premier président membre de la confrérie, la tombe de l'islamisme politique.

Le Califat constituait en fait une supercherie lorsque l'on songe à toutes les bases occidentales disséminées dans les monarchies arabes, faisant du Monde arabe la plus importante concentration militaire atlantiste hors des États Unis. Dans un contexte de soumission à l'ordre hégémonique israélo-américain, le combat contre la présence militaire atlantiste se devait d'être prioritaire à l'instauration d'un califat. Et le califat dans sa version moderne devait prendre la forme d'une vaste confédération des pays de la ligue arabe avec en additif l'Iran et la Turquie soit 500 millions de personnes, des réserves énergétiques bon marché, une main d'oeuvre abondante. En un mot un seuil critique à l'effet de peser sur les relations internationales. Faute d'un tel projet, en présence des bases de l'Otan, le projet de restauration du califat relève d'une supercherie et d'un trafic de religions.

Les Frères Musulmans qui avaient subverti du fait de leur discipline et de leurs considérables moyens financiers le déclic populaire contestataire enclenché par des franges de la société informelle arabe, auraient dû tenir compte de la diversité de la population égyptienne et non d'imposer à une population frondeuse une conception rigoriste de la religion.

L'Égypte, épice du Monde arabe, est diverse. Le premier président néo islamiste démocratiquement élu aurait dû se pénétrer de cette réalité plutôt que de mener une politique sur une base sectaire.

Les Frères Musulmans n'ont pas su mettre à profit leur holdup up sur le pouvoir en proposant un projet de dépassement des clivages antérieurs en ce que Morsi n'aurait jamais dû oublier le conflit de légitimité historique qui oppose l'armée aux Frères Musulmans depuis Nasser (1952). Il en paiera le prix de sa tardive adaptation au principe de réalité et des rapports de force.

Ployant sous le fardeau de l'inflation et de la pénurie, sans perspective d'avenir, sans la moindre percée politique, à la remorque de la diplomatie islamo atlantiste, dans la crainte de la menace de strangulation que fait peser sur l'Égypte le projet de percement d'un canal rival israélien au Canal de Suez, le Canal Ben Gourion, le peuple égyptien, pour la deuxième fois en trois ans, déjouant tous les pronostics, particulièrement les universitaires cathodiques, a créé la surprise, dégommant des palais nationaux ce président néo islamiste. Avec le consentement et le soutien

actif de l'armée et surtout des plus hautes autorités religieuses musulmanes et chrétiennes du pays.

L'Égypte est diverse: deux siècles auparavant, sous les Fatimides, elle était chiite. Et les Coptes, des arabes chrétiens, une population consubstantielle à l'Histoire du pays. L'Histoire tout comme la population s'est constituée par sédimentation. Si de nos jours, la très grande majorité de la population est musulmane sunnite, cela ne suffit pas à faire une politique. Une politique sunnite n'existe pas en elle-même. Elle se fait en fonction du legs national. Il serait insultant au génie de ce peuple de le réduire à une expression basique d'un islam rigoriste.

L'Égypte est le pays de Nasser, d'Oum Kalsoum, mais aussi de Cheikh Imam et de Ahmad Fouad Najm, d'Ala'a Al Aswani, des personnalités contestataires. Plutôt que de promouvoir une politique de concorde nationale, Mohamad Morsi a pratiqué une politique revancharde. N'est pas Mandela qui veut. Seule une politique de rassemblement et non de division avait une chance de réussir.

Au risque de déplaire, les tombeurs de Morsi ont été ses parrains historiques: l'Arabie saoudite et les États Unis, dont il portait la nationalité, à qui il a prêté serment de loyauté en sa qualité d'accrédité auprès de la NASA, l'agence spatiale américaine. Deux parrains qui lui ont servi de béquille pendant un demi-siècle et l'ont remercié en ce qu'il ne répondait plus à leurs attentes. Il n'est pas indifférent de noter que sa chute est intervenue dix jours après la destitution de l'Emir du Qatar dans une grande opération de nettoyage du printemps.

L'Arabie ne pouvait tolérer deux théocraties, sur son flanc nord l'Iran, un réformiste démocratiquement élu, mais chiite, et sur son flanc sud en Égypte, un islamiste démocratiquement élu mais plus grave sunnite. La négation de tout le dispositif de la dynastie wahhabite fondé sur l'hérédité et la loi de la primogéniture.

Consciente de la menace qui pesait sur elle, l'Arabie saoudite a financé la construction d'un barrage de retenue d'eau en Éthiopie, privant l'Égypte d'une substantielle quantité d'eau du Nil nécessaire à son irrigation. L'Arabie saoudite, un pays arabe, musulman et rigoriste tout comme les frères Musulmans. La déstabilisation de Mohamad Morsi par l'Arabie saoudite est la preuve éclatante qu'il ne saurait y avoir une politique sunnite en soi. En témoigne, la Turquie, l'alliée stratégique d'Israël.

Le grand écart, un exercice dans lequel excellaient les Frères Musulmans, était difficile à assumer longtemps: Il n'est pas possible en effet de réclamer la criminalisation de la normalisation avec Israël et se fourrer dans les jupons de l'AIPACC. Soixante ans d'opposition démagogique ont trouvé leur conclusion dans le pitoyable épilogue de la mandature Morsi. Luxe de raffinement ou de perfidie, sans doute pour bien marteler le message, les protestataires ont mobilisé près de vingt millions de manifestants, soit le nombre d'électeurs que Morsi avait recueilli lors de son élection présidentielle.

Plutôt de s'enfermer dans un déni de réalité, Mohamad Morsi et les Frères Musulmans devraient se livrer à une sévère introspection de leur prestation politique et admettre, enfin, qu'un mouvement qui se veut un mouvement de libération ne saurait être un allié des occidentaux, les protecteurs d'Israël en ce qu'il s'agit d'un positionnement antinomique.

De la même manière, autre vérité d'évidence, que l'on ne saurait solliciter en permanence l'aide d'une grande puissance sans en payer le prix un jour. Et que d'une manière générale Morsi retiendra sans doute la leçon de savoir qu'un satisfecit occidental n'est jamais concédé que lorsque le récipiendaire aura acté un reniement de soi. L'exemple de Moammar Kadhafi en fait foi..... couvert d'éloges en révélant aux occidentaux tout un pan de la coopération clandestine nucléaire inter arabe, avant qu'il ne soit délogé à coups de Tomahawk.

Au pouvoir, les Frères Musulmans auraient dû prendre en compte des profondes aspirations d'un peuple frondeur et tombeur de la dictature, de même que les impératifs de puissance que commande la restauration de la position de l'Égypte dans le Monde arabe. Faire preuve

d'innovation, par le dépassement du conflit idéologique qui divise le pays depuis la chute de la monarchie, en 1952, en une sorte de synthèse qui passe par la réconciliation de l'Islam avec le socialisme. Cesser d'apparaître comme la roue dentée de la diplomatie atlantiste dans le Monde arabe, en assumant l'héritage nassérien avec la tradition millénaire égyptienne, débarrassant la confrérie de ses deux béquilles traditionnelles ayant entravé sa visibilité et sa crédibilité, la béquille financière des pétromonarchies rétrogrades et la béquille américaine de l'ultralibéralisme.

Sous la direction de la confrérie, l'Égypte aurait dû, enfin, prendre en outre l'initiative historique de la réconciliation avec l'Iran, le chef de file de la branche rivale chiite de l'Islam à l'effet de purger le non-dit d'un conflit de quinze siècle résultant de l'élimination physique des deux petits-fils du prophète, Al-Hassan et Al-Husseïn, acte sacrilège absolu fruit sinon d'un dogmatisme, à tout le moins d'une rigidité formaliste.

L'Égypte fait face à de manœuvres d'asphyxie (retenue d'eau du Nil en Éthiopie, Canal Ben Gourion, concurrentiel du canal de Suez), Morsi aurait dû jouer de l'effet de surprise, en retournant la situation en sa faveur en levant le blocus de Gaza, un accord que l'Égypte n'a même pas ratifié et surtout normaliser avec l'Iran en vue de prendre en tenaille tant Israël que l'Arabie saoudite, c'est-à-dire les deux des grandes théocraties du monde

Sur fond de concurrence avec la mouvance rivale salafiste, cette épreuve a été infiniment plus redoutable que près de soixante ans d'opposition déclamatoire souvent à connotation sinon démagogique à tout le moins populiste. Les Frères Musulmans seraient donc avisés de se livrer à une sérieuse étude critique de la mandature Morsi, avant de se lancer dans une nouvelle aventure dont toute l'Égypte sera perdante. Pour le plus grand bénéfice d'Israël et de l'Islam wahhabite saoudien

Il est malsain de tout rejeter sur les manigances occidentales. Songeons à l'impasse du Hamas, qui a déserté la Syrie, par solidarité sectaire avec le djihadisme erratique, désormais à la merci d'un coup de bambou du Qatar.

Le coup de poignard de l'Arabie saoudite dans le dos des Frères Musulmans.

Conséquence des revers de Syrie, une révolution de palais, sous pilotage direct du Roi, sest produite en Arabie saoudite, entraînant l'éviction des postes de responsabilité de toute une fratrie, le clan Sultan, responsable au premier chef du désastre saoudien, avec la promotion concomitante des propres fils du roi Abdallah, fait sans précédent dans les annales du royaume.

Trois membres éminents du clan Sultan, du nom de l'inauvivable patron du ministère de la défense pendant trente ans, ont été évincés par une série de décrets parus le 14 mai 2014. Bandar Ben Sultan, l'ancien chef des services de renseignement, délogé en février, a ainsi entraîné dans sa disgrâce ses deux frères, Salman Ben Sultan, son adjoint opérationnel en Jordanie au sein du PC intégré de l'alliance islamo atlantiste, ainsi que leur frère ainé, Khaled Ben Sultan, vice-ministre de la défense, tous les deux déchargés de leurs fonctions. Khaled Ben Sultan, l'ancien interface du général Norman Schwarzkoff lors de la première guerre contre l'Iran, en 1990-1991, est propriétaire du journal Al Hayat. Son fils avait fait l'objet d'une interception spectaculaire de la police new yorkaise, l'été 2013, verbalisé, menotté et plaqué à terre, pour «stationnement abusif et rébellion à agent de la force publique ayant autorité». Salman, lui, a longtemps été le plus proche collaborateur de son frère Bandar du temps où son ainé occupait le poste d'ambassadeur d'Arabie saoudite à Washington.

Dans la guerre de Syrie, il dirigeait depuis Amman (Jordanie), le PC opérationnel du bloc islamo-atlantiste groupant l'Arabie saoudite, les Emirats arabes Unis, la Jordanie, les Etats Unis, la France, le Royaume Uni et la Turquie, coordonnant le ravitaillement en armes et munitions des djihadistes, leur financement, leur rétribution de même que leur transport sur le champ de bataille.

La succession de revers qui s'abat sur cette fratrie apparaît paraît comme la sanction d'un échec de ce clan, longtemps détenteur du secteur névralgique de la défense, de surcroît pour le plus pro américain de la configuration saoudienne. Les fils du Roi aux commandes

Le roi, octogénaire, de santé déclinante, a ainsi verrouillé sa succession en confiant à ses propres fils, les postes clés du royaume, au prétexte de sanctionner les responsables au premier chef du désastre de Syrie.

Acteur-clé au Moyen-Orient et premier exportateur mondial de pétrole brut, le Roi Abdallah, prudent et prévoyant, a ainsi placé son fils aîné, Mout'eb au poste stratégique de deuxième vice-président du conseil, scellant l'ordre de succession au bénéfice de son fils, sans possibilité d'en modifier l'ordre de succession. Son deuxième fils, Mecha'al, a été nommé gouverneur de la région de la Mecque, la capitale religieuse du royaume et son 3ème fils, Turki, gouverneur de Ryad, sa capitale politique et financière. La fratrie Abdallah conserve dans son giron la «Garde Nationale», traditionnelle contrepoids aux forces régulières.

Ce tsunami dans l'ordre successoral du royaume et son ordre de préséance ne s'est accompagné de la moindre compensation pour les autres composantes de la famille royale, particulièrement en faveur de l'autre grande branche de la famille royale, le clan Soudeiry, rivale historique du clan Shammar, dont est issu le Roi Abdallah. Le clan Soudeiry, du nom patronymique de l'une des épouses du fondateur du Royaume Abdel Aziz, groupait autour du roi Faysal, ses six frères, le roi Fahd, Le prince Sultan, ministre de la défense, le prince Mohamad, ministre de l'intérieur, le prince Salman, gouverneur de Ryad, le prince Ahmad, gouverneur de La Mecque ainsi que le prince Abdel Rahman, ancien vice-ministre de la défense. Les héritiers du Roi Fahd, décédé en 2005, ont été écartés de la scène publique, en l'espace d'un an, sans susciter la moindre protestation, tant leur inaptitude au pouvoir était manifeste: Abdel Aziz Ben Fahd, ministre d'état sans portefeuille et ancien partenaire en affaires de l'ancien premier ministre libanais Rafic Hariri, a été démissionné du gouvernement, sans autre forme de procès, déconsidéré par les gazouillis d'un mystérieux délateurs au nom de «Moujtahed». Son frère Mohamad, lui, a été relevé de ses fonctions de gouverneur de la région orientale du Royaume, la zone pétrolifère de Zahrane. Tous deux sont désormais mal placés dans la course à la succession. Le prince Turki Ben Salman, président d'un important groupe de presse saoudien, le groupe «As Chark Al Awsat», et propre fils du prince héritier Salman, a été délogé de ses responsabilités le 6 avril 2014.

La propulsion des fils du Roi aux commandes de l'état s'est accompagnée d'une importante promotion d'officiers supérieurs à la tête des états-majors des trois armes (air terre mer). Question sans doute de s'assurer l'allégeance du commandement interarmes saoudien longtemps aux mains du Clan Sultan : <http://www.al-akhbar.com/node/20652>

L'Arabie saoudite, le foyer de la contre-révolution arabe.

A grand renfort de pétrodollars, l'Arabie saoudite a lancé une vigoureuse contre offensive politique pour neutraliser les effets des soulèvements populaires arabes, forgeant un glacis diplomatique autour des pétromonarchies par l'adjonction du Maroc et de la Jordanie, injectant quantités de dollars aux organisations islamistes arabes, en Egypte pour inciter le courant salafiste à se rendre maître de la contestation populaire, en Syrie pour déstabiliser le régime de Bachar Al-Assad. Sans crainte du ridicule, Ryad a même été jusqu'à sommer la Syrie de procéder à des réformes, sans se rendre à quelle point cette exhortation était malvenue en ce qu'elle plaçait la monarchie saoudienne, qui passe pour être parmi les plus autoritaires du monde, en porte à faux avec les aspirations de son propre peuple, dont elle bride ses plus élémentaires libertés, particulièrement la conduite des femmes au volant.

Talonnée par la Turquie, qui se propose de devenir le pôle de référence régionale sur la base de sa diplomatie néo ottomane, la dynastie wahhabite, le foyer de l'intégrisme entend fédérer les états arabes non pas contre Israël, dont il est le principal bénéficiaire de ses coups de butoir contre le noyau dur du monde arabe, mais contre l'Iran chiite, parvenue au rang de puissance du

seuil nucléaire en dépit d'un embargo de trente ans, dont il projette d'en faire, après l'Égypte nassérienne dans la décennie 1960, et l'Irak baasiste dans la décennie 1980, un nouvel abcès de fixation en vue de détourner la foudre qui risque de s'abattre sur la dynastie wahhabite.

L'interview à la télévision israélienne de l'ancien Vice président syrien, Abdel Halim Khaddam, transfuge baasiste allié des Frères Musulmans, la participation de la branche syrienne des Frères Musulmans à un colloque de l'opposition syrienne à Paris, en juillet 2011, sous l'égide de Bernard Henry Levy, le fer de lance de la stratégie médiatique israélo-américaine sur le théâtre européen, ainsi que le rôle de ministre occulte des affaires étrangères assumé par le philosophe français auprès de la rébellion libyenne ont jeté un voile de suspicion sur les motivations profondes de la confrérie.

Quarante deux ans de coopération stratégique avec les États-Unis ont débouché sur la judaïsation quasi complète de Jérusalem, la colonisation quasi-totale de la Palestine, l'implosion de l'Irak et la perte du pouvoir sunnite à Bagdad, le démembrement du Soudan par l'aménagement d'une enclave pro israélienne à l'embouchure du Nil, l'implosion de la Libye, sans pour autant que l'Arabie saoudite ne remette en question sa collaboration avec le Grand protecteur d'Israël, la caution de tous ses passes droits.

Le meilleur allié des pays occidentaux contre le nationalisme arabe et son partenaire essentiel dans l'implosion de l'Union soviétique, via la guerre d'Afghanistan, est, paradoxalement, le plus stigmatisé en la personne du petit fils d'un des fondateurs Tareq Ramadan par les intellectuels les plus pro-américains de la scène européenne comme en témoignent les imprécations quasi quotidiennes de Sainte Catherine Fourest contre «Frère Tariq».

Des informations de presse ont fait état, de manière répétitive, de contacts entre les Frères Musulmans (FM) et l'administration américaine visant à la réhabilitation politique de la l'organisation pan islamique, particulièrement active alors en Égypte et en Libye, depuis le coup de force de l'Otan, de même qu'en Syrie, dans une moindre mesure en Tunisie, et dont la branche palestinienne n'est autre que le Hamas. La levée de l'ostracisme qui frappait la confrérie était destinée à s'assurer sa coopération dans la stratégie américaine et compenser quelque peu l'impéritie des États-Unis dans la zone, du fait de son impuissance face à Israël en ce qui concerne le gel de la colonisation et la relance des négociations israélo-palestiniennes.

La rencontre, en Mai 2011, au Caire du ministre français des affaires étrangères, M. Alain Juppé, avec des représentants de la confrérie, ressortissait d'un tel schéma, dont le terme ultime devait être, selon le schéma américain, la mise en parenthèse de l'hostilité de l'organisation pan islamique à l'État hébreu.

Le choix d'Israël contre l'Iran

Sous couvert de guerre contre le terrorisme, l'Arabie saoudite a opéré un rapprochement tangible avec Israël, criminalisant la confrérie des Frères Musulmans, renouant avec Mahmoud Abbas, dans une tentative de renflouement de la question palestinienne, la grande oubliée du «printemps arabe», en vue d'accompagner le règlement du conflit israélo-arabe selon un schéma américain conférant un statut minoré au futur État palestinien.

Mais la chute de la place forte islamiste de Yabroud en Syrie, le verrou de Damas, aux mains des forces gouvernementales syriennes, le 15 mars 2014, le jour même du référendum du rattachement de la Crimée à la Russie traduit une exacerbation de la rivalité des puissances entre le bloc atlantiste et ses adversaires, à l'effet de fausser les plans des Américains et de leurs alliés saoudiens tant en Syrie que dans l'hinterland stratégique de la Russie et propulser l'ancien Empire des tsars au rang d'interlocuteur fiable au niveau du Monde arabe, longtemps diabolisé du fait de l'athéisme marxiste soviétique.

La chute de Yabroud, 10 mois après la perte de Qoussayr, devrait sécuriser les voies de ravitaillement du Hezbollah libanais et tarir quelque peu le flux djihadiste de Syrie vers le Liban.

Un tel développement stratégique, tant sur le plan militaire en Syrie que diplomatique en Ukraine, devrait donner plus d'écho à la retentissante mise en garde de Mahmoud Abbas, dépité par le comportement américain :

«Ne faites jamais confiance aux Américains. Si vous voulez récupérer vos droits, adressez-vous aux Russes», a lancé le dirigeant palestinien exacerbé par les nouvelles requêtes américaines concernant de nouvelles concessions palestiniennes en faveur d'Israël. Pour le lecteur arabophone, la totalité de cette déclaration sur ce lien : <http://www.al-akhbar.com/node/202185>

Ni l'offre du Qatar de louer à des prix faramineux les deux bases russes en Syrie, sur la Méditerranée, ni la proposition mirobolante de Bandar Ben Sultan d'un partenariat énergétique entre l'Arabie saoudite et la Russie, -un pacte de non concurrence dans le domaine du pétrole et du gaz, doublé d'un contrat militaire de 14 milliards de dollars-, n'auront eu raison du soutien russe à la Syrie en ce que Moscou a voulu apporter, dans la bataille de Syrie, au-delà des considérations stratégiques, la preuve de sa loyauté à l'égard d'un pays qui aura été, avec l'Algérie, le seul allié arabe fiable en dépit de l'effondrement de l'empire soviétique. Pour le lecteur arabophone, l'offre de Bandar à Poutine : <http://www.al-akhbar.com/node/191263>

Soldant sans état d'âme l'ère Bandar, l'ancien patron de la nébuleuse islamiste, la dynastie wahhabite pense avoir déblayé la voie à la grande réconciliation saoudo américaine, concrétisée par la visite à Ryad de Barack Obama, fin mars, une période correspondant à la reprise des négociations irano américaines sur le nucléaire iranien.

Dans un mouvement de balancier, le royaume saoudien a accordé le grand pardon royal à ses enfants prodiges djihadistes, diabolisant les Frères Musulmans, son ancien pupille, et, dans un ultime cadeau d'un roi octogénaire en phase crépusculaire de son règne, le Roi Abdallah a couplé cette démarche en impulsant une refonte de l'archaïque système éducatif saoudien, si préjudiciable à l'image du Royaume, à l'image de l'Islam et à la stratégie de ses alliés du bloc atlantiste.

Au-delà des rivalités de voisinage et des conflits de préséance, la diabolisation des Frères Musulmans, la matrice originelle d'Al Qaida et de ses organisations dérivées, apparaît ainsi comme une grande opération de blanchissement des turpitudes saoudiennes et de dédouanement de la dynastie à son soutien à la nébuleuse du djihadisme erratique depuis son apparition dans la décennie 1980 lors de la guerre anti soviétique d'Afghanistan.

Un parrainage qui a valu à l'Irak d'assumer, par substitution, la fonction de victime sacrificielle d'un jeu de billard à trois bandes, en 2003, en compensation au châtiment de l'Arabe saoudite pour sa responsabilité dans les attentats du 11 septembre 2001 contre les symboles de l'hyperpuissance américaine.

Cette décision à l'encontre d'une confrérie, qu'elle a longtemps couvée, qui fut de surcroît son instrument docile dans sa guerre contre les régimes républicains du versant méditerranéen du Monde arabe, témoigne du brutal retournement de situation à l'égard d'une organisation, jadis portée au pinacle désormais vouée aux gémonies.

A l'apogée de sa puissance au début du «printemps arabe», en 2011, l'unique formation transnationale arabe se retrouve à son périclès trois ans plus tard, en butte désormais aux coups de butoir conjugués de son pays d'origine, l'Egypte, et de son pays incubateur, l'Arabie saoudite, les deux plus grands pays arabes, le premier par sa puissance militaire, le second par sa puissance économique.

La criminalisation des Frères Musulmans s'est doublée, dans la foulée, de l'inscription sur la liste des organisations terroristes, deux autres de ses excroissances, le Front As Nosra de Syrie et l'Etat islamique en Irak et au Levant (EIIL), et pour faire bonne mesure, deux organisations chiites, les rebelles zaïdites dits Houthis du Yémen, et, naturellement, le Hezbollah Libanais, le diable habillé en Prada iranien. Elle a coïncidé avec le grand chamboulement du personnel diplomatique opérant sur le front de Syrie avec la mise à l'écart d'une personnalité majeure du

conflit, Robert Ford, le cerbère américain auprès de l'opposition off-shore et l'évacuation sanitaire du prince Bandar Ben Sultan, de même que l'exfiltration vers le Qatar du représentant français Eric Chevallier, ancien chargé de mission auprès de Bernard Kouchner, conséquence des revers du camp atlantiste en Syrie et du déferlement djihadiste qui s'en est ensuivi.

Un tel ravalement cosmétique devait doter les alliés arabes du bloc atlantiste d'une image bonifiée et offrir, dans l'esprit de ses ordonnateurs, une meilleure exposition médiatique à l'opinion internationale. Mais c'était sans compter sur le surgissement de Da'ech, fruit de la copulation contre nature entre la grande démocratie américaine et le royaume des ténèbres saoudiens.

Cette crise, la plus violente depuis la création du Conseil de coopération du Golfe, il y a trente ans, paraît devoir entraver le fonctionnement de l'ultime instance régionale de coopération arabe encore en activité.

En pointe dans le combat de la contre révolution arabe, ce syndicat des pétromonarchies du Golfe, sous haute protection militaire occidentale, paraît devoir réduire sa voilure, non seulement en raison de la guerre entre les frères ennemis du wahhabisme, mais aussi du fait du souci du 6eme membre, le Sultanat d'Oman, de se maintenir à l'écart de ce conflit fratricide, cherchant auprès de l'Iran un contrepoids à la prééminence du duo saoudo qatariote au sein de cette organisation. Un pont reliant Oman à l'Iran devrait être édifié via le détroit d'Ormuz concrétisant l'alliance scellée à l'occasion de la visite du président iranien Hassan Rouhani à Mascate, le 12 mars 2014. Formé des six pétromonarchies du Golfe, (Arabie saoudite, Bahreïn, Emirats Arabes Unis, Koweït, Qatar, Sultanat d'Oman), le Conseil de Coopération du Golfe a été mis sur pied dans la décennie 1970 au moment de l'accession à l'indépendance de l'ancienne côte des pirates, dans la foulée du retrait britannique à l'Est de Suez. Les six pétromonarchies abritent chacune une importante base occidentale, faisant de la zone la plus importante concentration militaire atlantiste, hors de l'Otan.

Que le Mufti de l'Otan (87 ans) soit parvenu, au soir de sa vie, à saborder les relations entre les meilleurs alliés de l'Otan, ses supplétifs dans la recolonisation du Monde arabe donne la mesure de la fragilité de cet édifice et de ses adhérents.

Une guerre à outrance entre La Mecque de l'Islam et la Mecque des Frères Musulmans

La rivalité entre Qatar et l'Arabie est historique quoique feutrée. Elle remonte à la fondation du royaume wahhabite au début du XX me siècle, lorsque le Roi Abdel Aziz, fondateur de la dynastie wahhabite, avait ordonné le rattachement du Qatar à la province saoudienne d'Al Hassa, faisant de la principauté un département de son royaume. Un contentieux résolu en 1965 à la suite de fortes pressions de Haut-Commissaire britannique enjoignant aux deux pays de ratifier un accord de délimitation des frontières.

Le rebond de la crise résulte tant du refus viscéral de l'Arabie saoudite de cautionner des coups d'état comme mode de changement de régime au sein des pétromonarchies, -comme ce fut le cas à deux reprises au Qatar-, que de la volonté de Doha de se soustraire de la tutelle de l'Arabie saoudite, pesante sur le fonctionnement du Conseil de coopération du Golfe. En soutenant les Frères Musulmans, honnis par la dynastie wahhabite et les Houthistes du Yémen, le Qatar a exacerbé les tensions entre les deux monarchies. <http://www.al-akhbar.com/node/202041>

La mise à l'index des Frères Musulmans tant par l'Arabie saoudite qu'auparavant par l'Egypte a fragilisé considérablement la branche syrienne de la confrérie, un des principaux vecteurs du combat anti Assad, de même que les formations rigoristes sunnites de Tripoli (Nord Liban), dont les membres, tirillés entre leurs anciennes excroissances djihadistes, -Jabhat An Nosra et Da'ech-, paraissent devoir payer le prix de ses divisions.

Les rencontres répétées avec les dirigeants israéliens de Turki Ben Faysal, le parrain originel

d'Oussama Ben Laden durant la guerre d'Afghanistan, dans la décennie 1980, tant à Monaco, le 10 décembre 2013, avec son ancienne collègue du Mossad Tzipi Livni, chargée des négociations avec les Palestiniens, qu'à Davos, en février 2014 avec le président israélien Shimon Pérès, de même que le déplacement à Ramallah du prince Walid Ben Talal ont constitué les signes avant-coureurs de cette évolution. De même que l'attribution par l'Arabie saoudite à une société israélienne la responsabilité de la sécurité du pèlerinage à La Mecque et de l'aéroport de Doubaï, le lieu même du meurtre du dirigeant militaire du Hamas Al Mabhouh.

La maison-mère G4S fournit non seulement des équipements de sécurité aux colons dans les territoires occupés palestiniens, mais participe aux interrogatoires musclés de détenus palestiniens dans plusieurs prisons israéliennes. Dans le monde arabe, elle emploierait 44 000 personnes dans 16 pays, notamment aux aéroports de Bagdad et de Dubaï.

Outre l'intérêt financier de ces contrats, la filiale saoudienne de la société israélienne Al Majal G4S peut disposer des relevés d'identité de millions de pèlerins musulmans, y compris leur photo et leurs empreintes digitales.

A l'instar de son rival du Qatar, la dynastie wahhabite, pour la survie de son trône, a fait donc le choix d'Israël contre l'Iran, pourtant en phase ascendante.....sous couvert de lutte contre les Frères Musulmans, dont l'alliance contre nature avec le philo-sioniste Bernard Henry Lévy tant en Libye que dans la bataille de Syrie ne leur a été d'aucun secours, de même que leur rôle de facteur de nuisance des Etats Unis dans la zone depuis la fin de la 2eme guerre mondiale.

La centralité de l'islam wahhabite dans la sphère spirituelle musulmane ne saurait souffrir la moindre compétition. Tel est le message de la dynastie wahhabite aux éventuels contestataires de son leadership. Autrement dit, «plus religieux que les wahhabites tu meurs».

Dans un contexte exacerbé de surcroît par l'accession de l'Iran au statut de «puissance du seuil nucléaire», la confrérie pouvait-elle demeurer, sans dommage, la courroie de transmission de la diplomatie saoudo américaine? Sera-telle, du fait de la scissiparité qui la menace, phagocytée par la révolution?

Destituée en Egypte après un an de pouvoir, mise à l'index à Gaza en dépit du succès électoral de sa branche palestinienne, le Hamas, sur la défensive en Tunisie, débordée sur son extrême droite par des groupements dont elle a constitué l'ossature militaire et idéologique (Al Qaida et Jabhat An Nosra), la confrérie surmontera-t-elle sa pente naturelle en cherchant à briguer des responsabilités bonifiées par les enseignements de ses errements longtemps calamiteux pour l'ensemble de la sphère arabo musulmane?

Au XX me siècle, à l'apogée de la guerre froide, face à l'ennemi officiel de ses parrains, l'Union soviétique, les Frères Musulmans ont parfaitement rempli leur mission, contribuant à l'implosion de l'ogre athée en Afganistan, et à la déstabilisation de ses alliés arabes, l'Egypte et la Syrie.

Au XXI me siècle, l'ennemi à abattre est un pays musulman, l'Iran chiite en voie de nucléarisation, un défi autrement plus douloureux en ce que la confrérie et la révolution islamique iranienne ont constamment veillé à observer un modus vivendi entre leur deux systèmes politiques à fondement religieux et, à leur décharge, à prévenir les guerres intestines interreligieuses, sur une base sectaire.

L'irruption du djihadisme salafiste takfiriste à l'échelle planétaire, particulièrement l'Etat Islamique, a changé la donne en ce que le disciple se veut «incontrôlable», dans son combat tous azimut, sa sulfateuse omnidirectionnelle, aussi bien contre les impies que contre les rénégats. Une posture qui convient mieux à la configuration géostratégique de la zone et aux prédispositions mentales de son parrain originel: la dynastie wahhabite, engagé dans une politique de la terre brûlée pour la survie de son trône.

Une alliance de revers entre l'Iran et la confrérie des FM pourrait prendre en tenaille leur

adversaire commun saoudien, par un dépassement de l'antagonisme chiite sunnite. Un retournement qui rendrait caduc le discours wahhabite et obsolète l'instrumentalisation de son succédané Da'ech.

Pour ce faire, il incomberait auparavant aux Frères Musulmans d'Égypte, la matrice de l'organisation, de se purger de ses scories, en s'amputant de sa branche syrienne virusée par sa connivence avec les groupements takfirites dans la guerre de Syrie et qui menace de gangréner l'ensemble de la confrérie. Quelque soit le détenteur du pouvoir au Caire, le maréchal Abdel Fatah Sissi ou les Frères Musulmans, une convergence entre l'Égypte et l'Iran réduirait nécessairement la nuisance de la tripléte Israël-Turquie-Arabie saoudite. N'est pas Clausewitz qui veut.

Faute d'un sursaut salvateur, à défaut d'une sérieuse remise en cause de son mode opératoire, à n'y prendre garde, le doyen des mouvements fondamentalistes du Monde arabe et musulman pourrait apparaître rétrospectivement comme un vestige de la guerre froide soviéto américaine... Avec comme unique trophée les stigmates de son parcours erratique, qui fera passer dans l'histoire cette formation quasi centenaire comme une NEO (Net Errors and Omissions) par excellence de cette séquence, comme il se dit dans la comptabilité occulte des paradis opaques saoudo-américains.

L'histoire retiendra que le poignard dans le dos des Frères Musulmans a été planté, non par de mécréants laïcs, ou d'affreux nationalistes arabes, voire même d'horribles communistes, mais par un régime théocratique se réclamant de la même religiosité intégriste qu'eux. Le commerce de la religion peut réserver, parfois, de bien vilaines surprises.

Références

1. Pour une problématique de l'alliance de l'Islam sunnite avec les Etats-Unis d'Amérique depuis la fin de la II^{me} Guerre Mondiale, Cf à ce propos «Les Révolutions arabes ou la malédiction de Camp David» René Naba, Editions Golias – Mai 2011.
2. Les Frères Musulmans ailleurs dans le Monde arabe

Notes

- En Syrie sur ces liens <https://www.madaniya.info/2014/09/01/freres-musulmans-syrie-et-organisations-takfiristes/>
- <https://www.madaniya.info/2014/09/01/revolte-hama-1982-repetition-generale-du-soulevement-syrien-2011/>
- En Palestine, la confrérie est représentée par le Hamas (le Mouvement de la résistance islamique créé en 1987), dont la charte précise bien la filiation avec «le Mouvement de la résistance islamique, l'une des ailes des Frères Musulmans en Palestine». Vainqueur des élections législatives de 2006, avec soixante quatorze sièges contre quarante cinq pour le Fatah, le gouvernement Hamas d'Ismail Haniyeh sera tout de même évincé par le président Mahmoud Abbas en juin 2007, lorsque les forces armées du Hamas ont pris par la force le contrôle de la bande de Gaza. La branche jordanienne des Frères Musulmans (créée en 1942) est le principal parti d'opposition du pays, le seul parti politique jordanien toléré par le roi Hussein, sous le nom de « Front islamique d'action».
- Au Soudan, Les Frères Musulmans sont présents depuis 1949 et ont pour chef Hassan Al-Tourabi. Des partis islamiques kurdes sont également plus ou moins proches des Frères Musulmans.
- L'Union islamique du Kurdistan est présente au Parlement kurde, mais reste minoritaire face à des partis laïcs comme l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) du président irakien

Jalal Talabani, et le Parti démocratique du Kurdistan de Massoud Barzani, chef du district du Kurdistan irakien.

- La tentative d'OPA des salafistes égyptiens sur le mouvement contestataire égyptien 29 juillet 2011 à Tahrir, «le vendredi de la réaction et du sectarisme vu par Hossam El-Hamalawi <http://egyptesolidarite.wordpress.com/2011/08/06/29-juillet-2011-a-tahrir-le-vendredi-de-la-reaction-et-du-sectarisme-vu-par-hossam-el-hamalawi/>
- Sur les perspectives post révolutionnaires des relations Armée Frères Mususlmans. Cf Analyse des racines de la «révolution démocratique» en Egypte par Omar El-Shafei <http://egyptesolidarite.wordpress.com/2011/07/22/analyse-des-racines-de-la-revolution-democratique-en-egypte-par-omar-el-shafei/>
- Ainsi que le cri d'alarme de 36 ONG le 24 août 2011 au Caire qui dénoncent les «successeurs du régime Moubarak et leurs assauts répétés contre la société civile et la liberté d'association».